



Avec L'application mobile Foire Tg 2000

Foire Tg2000

20 Nov. 7 Déc. 2015 12^{ème} Foire Internationale de LOME Foire de toutes les opportunités

Emportez la foire avec vous partout où vous allez!!!



Design by S&SIME

Nouvelle OPINION

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°457 du 21 Septembre 2015

Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires au Togo : La caisse de retraite et l'administration publique confrontées à de sérieux ennuis



Le ministre Bawara

ECLOSION DE L'INDUSTRIALISATION AU TOGO :

Vers une adoption d'un plan de politique nationale par le gouvernement **P.5**

FORUM SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

DES ENTREPRISES AU TOGO :

VALORA -TOGO veut faire des entreprises, un réel moteur du développement **P.6**

COUP D'ETAT MILITAIRE AU BURKINA-FASO:

L'Union africaine sanctionne les putschistes **P.7**

Deuxième réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer :

Faure Gnassingbé lance un appel aux acteurs de réforme du secteur maritime à redoubler d'efforts



Le Président Faure Essozimna Gnassingbé

Report du sommet sur la sécurité maritime :

Le Togo opte pour une rencontre réussie

La question de la sécurité maritime a toujours été la préoccupation de plusieurs Etats aussi bien du continent africain que des grandes puissances occidentales qui ne sont pas à l'abri de la piraterie et de tout autre genre de trafics illicites sur nos mers. En Afrique, les pays comme le Nigéria, la Côte d'Ivoire et bien d'autres ont du mal à se défaire de l'emprise des eaux par les pirates malgré les quelques dispositions prises par l'Organisation des Nation Unies pour limiter l'insécurité maritime sur les côtes...

Suite à la page 3

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT 8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OUI CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT 8201

Renseignements



FEDERER POUR BATIR www.otr.tg



**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
MON DROIT À DÉDUCTION
EST ASSURÉ**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280



**AVEC
LA FACTURE NORMALISÉE,
JE CONTRIBUE À LA MODERNISATION
DE L'ÉCONOMIE ET AU DÉVELOPPEMENT
DE MON PAYS**



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Pour toute information, contactez le centre d'appel de l'OTR au 8201
Pour signaler tout fait suspect, composez le 8280



Avec L'application mobile **Foire**  **Tg 2000**



**Emportez la foire avec
vous partout où vous allez!!!**

Report du sommet sur la sécurité maritime :

Le Togo opte pour une rencontre réussie

La question de la sécurité maritime a toujours été la préoccupation de plusieurs Etats aussi bien du continent africain que des grandes puissances occidentales qui ne sont pas à l'abri de la piraterie et de tout autre genre de trafics illicites sur nos mers. En Afrique, les pays comme le Nigeria, la Côte d'Ivoire et bien d'autres ont du mal à se défaire de l'emprise des eaux par les pirates malgré les quelques dispositions prises par l'Organisation des Nations Unies pour limiter l'insécurité maritime sur les côtes.

Le Togo n'est pas le tout premier pays à vouloir organiser le sommet sur la sécurité maritime certes, mais la seule particularité est que c'est la toute première fois que sur le continent africain, l'on a pensé à une rencontre d'envergure mondiale qui aura à traiter des thématiques relatives à la sécurité et à la sûreté maritimes. En effet, le concept et toute son ampleur mondiale apparaissent comme du nouveau, embrassant l'ensemble des thèmes dans leur plénitude et diversité dont l'objectif prendra en compte des problèmes d'insécurité et de sûreté maritimes qui, tout le temps, minent l'essor du continent noir et d'ailleurs. Le

sommet qui vient d'être reporté et appelé à se tenir à une date ultérieure trouve ainsi son essence dans le fait qu'il aura la mission de permettre à ce qu'il soit désormais mis sur pied une charte commune sur la sécurité maritime.

Le Togo attendait à cet effet, environ 5000 participants venus de presque tous les coins du monde. C'est donc une rencontre d'envergure et dans de pareilles circonstances, il est souvent relevé des difficultés organisationnelles et surtout logistiques ici et là.

Le gouvernement Togolais s'y était lancé avec la dernière ferveur pour que sur toute sa ligne, rien ne soit, ni à moitié, ni en dessous des attentes. On sait le Togo très préoccupé à la réussite de tout ce qui est de son ressort.

En raison de son hospitalité légendaire et de la puissance de sa volonté à accueillir avec succès les grands sommets que lui reconnaissent l'opinion nationale et internationale, le Togo a de bonnes raisons de lancer une fois de plus ce défi. Aussi, Plusieurs rencontres à la trempe de ce sommet ont-elles connu des succès en terre Togolaise qui, d'ailleurs, restent toujours gravées dans les mémoires.

Les conventions Lomé 1 et



Le Président Faure Gnassingbé

Lomé 2 pour les ACP/UE en sont des témoignages édifiants. Ce fut également avec brio que le Togo organisa le sommet international qui a consacré la mutation de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) en UA (Union Africaine).

Le prochain sommet qui s'est vu reporté à une date ultérieure n'est pas synonyme de démission pour le pays. C'est une affirmation manifeste de la volonté des autorités togolaises de ne pas donner une image contraire à celle toujours connue au pays. Récemment à Brazzaville, lors du lancement

des jeux olympiques africains, des Chefs d'Etats auraient été bloqués dans un ascenseur.

Le Togo ne voudrait pas s'offrir cette image désolante ni faire figure de piètre, c'est pour cette raison qu'il entend se donner davantage du temps pour une rencontre réussie. Les infrastructures en pleine rénovation ne doivent pas s'achever dans un travail précipité et bâclé.

Il y a certainement un souci de bien faire avec l'art qu'il faut sans précipitation aucune. L'idée géniale qui a pris source au Togo et aujourd'hui saluée

par tous ne doit laisser aucune insuffisance. C'est parti, tout est déjà lancé et calqué dans les esprits, l'idéal c'est d'y arriver et d'accomplir la mission avec succès. L'Afrique qui reste pratiquement la seule cible des fripouilles et des canailles de grands chemins doit savoir s'organiser pour se mettre à l'abri de ces hors-la-loi. Il n'y a pas que le Togo qui gagnera dans l'organisation de ce sommet, mais beaucoup plus. La relance et la réussite de cette dernière permettra dans l'avenir d'identifier les Togolais à travers le monde tout entier.

Nous ne saurons lister ici tous les avantages sur le plan économique, touristique et sur d'autres opportunités d'affaires. Ce sommet une fois réalisé pourra également constituer une référence et un repère pour le citoyen togolais qui voudra se faire affirmer à l'international.

Report, oui mais tout simplement un recul pour mieux sauter comme pour dire : " On ne se sert pas de son pied pour mesurer la profondeur d'un fleuve que l'on veut traverser au risque de glisser là dedans". Mieux vaut être prévoyant que de se laisser surprendre par des désagréments de dernières minutes.

Tchagnao

Deuxième réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer :

Faure Gnassingbé lance un appel aux acteurs de réforme du secteur maritime à redoubler d'efforts

Depuis un certain temps, plusieurs bateaux battant les pavillons togolais ont été taxés d'avoir favorisé le trafic de drogue, d'armes, de cigarette et de migrants aux larges des côtes européennes et de la Turquie. Cette situation quoiqu'embarrassante, n'est pas de nature à arborer une belle image de notre pays dans le concert des nations.

Pour parer à cette situation, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a instigué et présidé le vendredi 18 septembre dernier à Lomé, la deuxième réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer (HCM).

A la fin des travaux de cette rencontre de haut niveau à laquelle ont pris part le Premier ministre, des ministres membres de droit du HCM, des membres du corps diplomatique ainsi que des partenaires techniques et financiers impliqués dans le processus de réforme du secteur maritime, un communiqué dont voici la teneur, a été rendu public.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Président de la République Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé a exhorté l'ensemble des acteurs du processus de réforme du secteur maritime en cours au Togo, à redoubler leurs efforts pour le renforcement du cadre légal et réglementaire régissant l'action de l'Etat de mer. " Nous devons appliquer les textes, mieux armer la Préfecture maritime et la doter en personnel qualifié, pour que son action soit plus efficace et plus visible " a indiqué le Chef de l'Etat, à

l'occasion de la deuxième réunion annuelle du Haut conseil de la mer (HCM) qui s'est tenue le 18 septembre 2015 au palais de la Présidence de la République, en présence des ministres membres de droit du HCM, des membres du corps diplomatiques et des partenaires techniques et financiers impliqués dans le processus de réforme du secteur maritime.

La réunion annuelle du HCM, instance de décision politique de l'Organisme national chargé de l'Action de l'Etat en mer (ONAE), a été essentiellement consacrée au rapport d'activités pour l'exercice



La table d'honneur ; on reconnaît au milieu, le Président Faure Gnassingbé

écoulé et à la présentation des axes stratégiques d'intervention pour les prochaines années.

Saluant la vision qui a conduit le Président de la République a lancé le processus de réforme du secteur maritime au Togo, le Premier ministre, Monsieur Sélom Klassou a décliné les cinq(5) axes stratégiques qui gui-

deront l'action de l'Etat en mer. Il s'agit : du renforcement de la gouvernance maritime(i), du développement d'une économie bleue (ii), de la protection durable de l'environnement marin (iii), de la promotion de la recherche et la sensibilisation dans la connaissance du domaine maritime (iv) et du développement

d'une coopération internationale dynamique et diversifiée(v).

Ces axes d'intervention sont contenus dans le projet de stratégie nationale pour la mer et le littoral qui vise à répondre aux nouvelles menaces enregistrées le long de nos côtes, notamment avec la recrudescence

Suite à la page 6

Départ à la retraite d'un grand nombre de fonctionnaires au Togo : La casse de retraite et l'administration publique confrontées à de sérieux ennuis

L'administration togolaise risque d'avoir des ennuis dans un futur proche si rien n'est fait de si tôt pour rectifier le tir. Un déséquilibre sensible naît dans la gestion des ressources humaines que gère l'Etat car l'effectif des agents actifs de l'administration publique contraste avec le nombre sans cesse croissant des fonctionnaires qui partent chaque année à la retraite. La raison d'un vide qui croît au fil des ans s'explique ainsi par le fait que le besoin du personnel sur le terrain se fait de plus en plus grand au moment même où les concours de recrutement de jeunes agents dans la fonction publique se font un peu plus rares. Et comme ce manque à gagner en personnel ne suffisait pas, ceux qui sont déjà en fonction depuis des années et comblaient ce vide partent naturellement à la retraite, car ayant déjà exercé le maximum de temps de carrière qu'il leur fallait.

De façon plus explicite, très peu de concours de recrutement dans la fonction publique sont organisés mais beaucoup partent à la retraite alors que le besoin se fait beaucoup plus sentir aujourd'hui. Il est bien vrai que le nouveau système de volontariat institué ces dernières années vient réduire un tant soit peu le fossé mais cela est bien loin de satisfaire les attentes et le problème demeure toujours préoccupant.

La loi portant l'âge de départ à la retraite à 58 et 60 ans au lieu de 55 initialement adoptée en est la parfaite preuve du souci que le gouvernement se fait par rapport à ce vide que créent les travailleurs du secteur public qui partent à la retraite.

Mais si le problème posé est réel, il se fait beaucoup plus sentir dans le secteur de l'enseignement. Il ne se passe en effet un seul jour sans que le nombre d'enfants scolarisables ne s'augmente sur le territoire national et l'Etat est dans l'obligation, non seulement, de

construire des écoles chaque année, mais aussi de recruter de nouveaux enseignants en vue de satisfaire aux besoins scolaires pressants.

Ce qui paraît plus complexe dans cette situation réside dans le fait qu'en dehors du nombre très insuffisant d'enseignants que recrute l'Etat presque chaque année, plusieurs enseignants également bouclent réglementairement le nombre d'années de service qu'il leur a été demandé. Naturellement, le vide à combler devient plus grand.

Dans un premier temps, il se pose le problème de ressources humaines à résoudre absolument et c'est face à cette situation que nous apprenons de sources proches des inspections de l'Education qu'il y a présentement un manque cruel de professeurs des matières scientifiques dans les établissements scolaires publics du secondaire. Même le recrutement par les chefs d'établissements scolaires d'enseignants volontaires ne suffit pas à

réparer le mal.

Pour y remédier, les autorités compétentes, selon les mêmes sources, prévoient déjà amener certains enseignants en fin de carrière à jouer à la prolongation encore pour quelques années. Ceci permettra à coup sûr de donner un peu plus de temps au gouvernement pour engager de nouveaux enseignants.

Les professeurs des matières scientifiques, au lieu d'aller tranquillement à la retraite sont en effet appelés à signer un contrat avec l'Etat qui va leur verser en lieu et place de leurs salaires un appoint valable pour tous les contractants sans distinction de grade, ni de diplôme.

Pour l'instant, nous n'avons encore une idée fixe sur cette solde spéciale qui fait courir déjà plusieurs retraités qui ne savent de quoi vivre au lendemain de leur prise de retraite avant la constitution de leurs dossiers et les formalités administratives interminables. La loi relative à l'allocation du



Le ministre Gilbert Bawara, de la Fonction Publique

départ à la retraite étant abrogée par l'assemblée nationale, les fonctionnaires partant à la retraite qui passent les moments les plus misérables de leur vie à la fin de leur carrière ont bien raison de sauter sur toute occasion leur permettant de souffler un tout petit peu avant de commencer par rentrer en possession de leur maigre pension.

Cette nouvelle mesure, si elle venait à être appliquée réellement en vue de permettre pour un temps de résoudre un problème ponctuel ne doit nullement s'ériger en système car, ils sont très nombreux, ces jeunes diplômés sans emploi

qui attendent d'être embauchés.

L'autre conséquence qui donne du souci à se faire, c'est également les difficultés de la Caisse de Retraite du Togo (CRT) à payer les pensions au retraités dont le nombre ne cesse de galoper de façon disproportionnée au nombre d'agents qui cotisent à cette caisse. Ceci justifie la raison qui a poussé l'autorité à obliger les enseignants volontaires depuis 2008 à quitter la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour la CRT bien que ces enseignants ne soient pas encore reconnus comme fonctionnaires.

Il se pose donc un déséquilibre entre ceux qui cotisent à la CRT et ceux qui y perçoivent. Il va donc falloir que l'Etat recrute plus d'agents pour réparer ce double déséquilibre rébarbatif.

Apo

Apothéose Vacances citoyenne : Un programme ambitieux pour une bonne cohésion sociale

Après 10 jours d'activités avec les élèves sélectionnés dans la commune de Lomé, l'édition 2015 du programme vacances utiles et citoyennes a connu son apothéose le vendredi 18 septembre dernier au centre des jeunes d'Avédji. Etaient présents pour la cérémonie de clôture, la ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le président de la Délégation Spéciale de la Préfecture du Golfe, le Directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes ainsi que les parents et amis des élèves.



Des élèves lors de la cérémonie de clôture

Lancé depuis 2010 par le ministère du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, le programme vacances utiles et citoyennes a pour ambition de promouvoir la culture de l'excellence d'une part et de favoriser l'intégration sociale et l'éducation à la citoyenneté des jeunes d'autre part. C'est un programme qui suscite au fil des années un

engouement auprès des jeunes et de leur parents dans un contexte marqué par la volonté manifeste du gouvernement, d'instaurer un climat de cohésion sociale et de solidarité nationale.

Pour cette édition de 2015, deux cent sept jeunes ont été regroupés autour des activités comme : la fabrication des perles et colliers, la décoration des tapettes, la préparation de savon liquide, la sérigraphie, l'initiation à l'informatique et l'art culinaire.

Notons aussi que, des activités culturelles telles que le loisir et les causeries débats ont marqué cette édition de 2015.

Satisfaite de l'organisation et de l'encadrement de ces jeunes étudiants et élèves au cours de ces dix jours, madame DOGBE a saisi cette l'occasion pour remercier tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réussite du programme vacances utiles et citoyennes.

Elle a ensuite félicité les

enfants qui ont accepté de mettre à profit ces 10 jours de vie communautaire. Mme Victoire Tomegah a également remercié les parents qui ont bien voulu envoyer leurs enfants au centre aéré d'Avédji.

Elle a promis d'étendre ces genres d'initiatives dans d'autres préfectures pour l'épanouissement, l'éducation et l'engagement de tous les jeunes, pour les prochaines éditions.

Elom

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'information-généralistes, d'analyse et de publicité
Récupéré -°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadi-, PAvée prolo-gé, 2ème carré après Pharmacie Le Galie-

Directeur de Publication:
El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jea-tchag-ao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:
Agbékpou-ou Ju-ior
Rédacteurs :
 Tchag-ao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékpou-ou Ju-ior
 Ramzad
 Maroi-e Tchag-ao
 Pierre Pouli

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
 2.000 exemplaires

Ecllosion de l'industrialisation au Togo : Vers une adoption d'un plan de politique nationale par le gouvernement

La Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) dans son axe 1 a fait du développement industriel une des priorités du Togo, et ceci conformément à la vision du programme de société du Chef de l'Etat.

Pour mieux pérenniser cet acquis et garantir une transformation des produits de base tels que les produits agricoles et miniers, un atelier de validation du document de politique industrielle a été ouvert le jeudi 17 septembre dernier dans la salle de conférence du ministère du commerce, de l'industrie de la promotion du secteur privé et du Tourisme.

En 2011, la contribution du secteur secondaire au Produit Intérieur Brut (PIB) du Togo était de 17,4% dont 7% venant du secteur manufacturier.

En 2013, les industries manufacturières ont créé environ 10 000 emplois dont

8000 de la zone franche avec une masse salariale de plus de 15 milliards de francs CFA.

Quand aux investissements directs dans le secteur, ils sont estimés à plus de 225 milliards de francs CFA. C'est fort de ces résultats probants que le gouvernement entend mettre en œuvre une politique qui sera dédiée à l'essor de l'industrialisation du pays. C'est une politique qui s'inscrit dans la dynamique des initiatives élaborées au niveau sous-régional, notamment la Politique Industrielle Commune de l'Afrique de l'Ouest (PICAIO).

L'objectif visé par le gouvernement est de faire développer et de pérenniser une industrie nationale intégrée, compétitive sur la scène sous-régionale et internationale ; une industrie qui sera capable d'améliorer le niveau de vie des populations à l'horizon 2030.

Afin d'arriver à intégrer les



La table d'honneur ; la ministre Légzim-Balouki au micro.

richesses nationales, surtout agricoles, à l'industrie togolaise. M. Kokou ATTISO, Directeur national de l'industrie trouve qu'il est nécessaire que ce plan de politique soit adopté et soumis au gouvernement afin que l'industrialisation soit effective au Togo. C'est pourquoi le gouvernement par la voix de la ministre Légzim BALOUKI rassure tous les

acteurs que cette politique sera mise en œuvre après son adoption.

C'était une occasion pour elle de féliciter tous les acteurs qui ont été impliqués dans l'élaboration de ce document de politique industrielle qui permettra une intégration du secteur primaire au secteur secondaire en général et au sous secteur manufacturier en

particulier.

Signalons que cette politique sera exécutée conformément à la directive n° 06/2009/CM/UEMOA du 26 juin 2009 portant loi des finances au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) relative à la gestion axée sur les résultats et au budget.

Junior

12ème Foire Internationale de Lomé :

CETEF Innove avec l'application " FoireTg2000 " pour ses 30 ans d'existence

Reportée pour cause de la maladie à virus Ebola qui a fait pas mal de victimes dans certains pays de la sous-région Ouest Africaine en 2014, la 12ème Foire Internationale de Lomé a été officiellement lancée le jeudi 17 septembre dernier sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-Lomé) par la ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Bernadette Legzim-Balouki en présence de Johnson Kuéku Banka, Directeur général du CETEF, des représentants des partenaires et des opérateurs économiques nationaux et internationaux.



Johnson Kuéku Banka, directeur du CETEF

tion.

A 60 jours du démarrage de l'événement, au cours duquel ils auront à fêter les 30 ans d'existence de la Foire Internationale de Lomé, le Directeur Général du CETEF invite la population à faire nombreux le déplacement du site, afin de le commémorer ensemble, tout en participant massivement à leurs différentes activités, dont le programme sera communiqué incessamment.

Pour fêter ses 30 ans d'existence, le CETEF innove cette année en mettant à la disposi-

tion des exposants et visiteurs une application dénommée " Foire Tg2000 ". Elle est une application mobile pour Smartphones et tablettes qui ont été développés par la S2SIME (Société de Services en Systèmes d'Information et en Méthodologie d'Entreprise) pour le compte de la foire. Disponible sur les plateformes androïde et IOS (i phone, i pad), cette application accompagnera les exposants et autres annonceurs avant, pendant et après la foire, pour communiquer sur leurs produits et programmes, ou tout simplement

pour plus de visibilité au cours de cette 12ème foire internationale de Lomé.

C'est pourquoi, à travers cette innovation le Directeur Général du CETEF invite déjà les exposants à s'inscrire pour confirmer leur participation. Les retardataires doivent approcher les services techniques du centre pour plus d'information. Selon le DG, à partir de cette 12ème foire, un accent particulier sera accordé à un secteur ou une branche spécifique de l'économie nationale avec pour objectif de lui faire bénéficier des avancées actuelles de tous genres en vue de développer ses activités au bénéfice des consommateurs.

Quand bien même, la décision gouvernementale se justifiait pour des raisons de santé publique, Mme Legzim BALOUKI trouve qu'il s'avère judicieux de reconnaître qu'elle n'a pas été sans conséquences néfastes

pour les participants qui très tôt ont pris des dispositions pour participer à cette manifestation.

Dans le même ordre d'idées, elle leur a renouvelé les compassions du gouvernement pour les différents torts que cette décision toute salubre qu'elle soit, a pu créer à chacun d'eux. Elle a émis le vœu que ces 17 jours que dure la foire leur permettent de prendre de bons contacts et de réaliser de bonnes affaires afin qu'ils puissent combler le gap ainsi créé.

Enfin elle a félicité le CETEF pour la recherche permanente de nouvelles initiatives qui induisent à chaque édition de nouvelles activités permettant ainsi de distinguer chaque foire de l'autre et de maintenir dans la conscience collective une bonne image de cette manifestation.

Kodjovi

POUR VOS ANNONCES,
PUBLICITÉS ET
PUBLI-REPORTAGES
APPELEZ LE 91 36 37 55

Forum sur la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises au Togo : **VALORA-TOGO veut faire des entreprises, un réel moteur du développement**

La société reste et demeure le premier maillon de développement d'un Etat. Elle a donc une place de choix dans le domaine de la modernisation du pays en ce sens qu'elle est au centre de toutes les actions à mener. Le Togo s'est lancé depuis quelques années dans la modernisation des infrastructures routières, portuaires, et aéroportuaires ; la dynamisation de l'environnement des affaires et projets d'envergure en matière d'urbanisation : (Grand Lomé, PEUL, Vision 2030) ; bref le pays est en chantier pour ne pas être à la marge du concept de la mondialisation.

La Responsabilité Sociétale et Environnementale des entreprises togolaises en particulier et celles de la région ouest-africaine en général a fait l'objet d'un forum tenu à Lomé les 17 et 18 septembre 2015.

En ce qui concerne le Togo particulièrement, il s'est engagé ces dernières années dans

une politique de développement et de modernisation visant à diversifier son économie et faire de soit un pôle de compétitivité et d'activités dans la sous-région. Ainsi pour continuer à gagner en compétitivité et conjuguer performance économique, protection de l'environnement, développement local et bien-être social, il semble urgent que les organisations et entreprises togolaises intègrent la RSE dans leur vision stratégique.

La RSE est la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et de ses activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement transparent et éthique. Elle se positionne à l'échelle mondiale comme un redoutable outil de compétitivité et de différenciation, facilitant l'accès aux marchés du Nord et aux financements.

Cependant, le bénéfice tangible de ces initiatives qui ont

favorisé l'essor du secteur industriel et l'apparition de nouveaux services reste à contrebalancer avec les effets négatifs de cette course au progrès sur l'environnement : érosion côtière, pollution diverses, production de déchets toxiques, déforestation et sur-exploitation des sols etc.

Par ailleurs, des tensions sociales liées à la pauvreté, au chômage et au sous-emploi des jeunes subsistent et sont accentuées par l'inégale répartition des richesses créées.

Le forum s'est fixé deux principaux objectifs :

- Initier une prise de conscience au Togo sur les enjeux de la RSE et la nécessité de construire cette performance économique autour du bien-être social et de la protection de l'environnement.

- Identifier les défis et opportunités liés à sa mise en œuvre."

Cette rencontre a été orga-

nisée sous le haut patronage du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, le cabinet Valora Solutions & Services Environnement- Togo en partenariat avec l'association française RSE-PED et le CIAN (Conseil des Investisseurs Français en Afrique) avec le soutien du Global Compact France. Le thème choisi est : " construire sa performance économique autour du bien-être social et environnemental"

A travers ce forum qui se veut être un think tank sur le développement durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) au Togo, les organisateurs se donnent pour objectif de mettre cet outil de compétitivité à la portée des entreprises, des pouvoirs publics et de la société civile togolaise, mais aussi de définir les contours d'une RSE ancrée dans les valeurs de la société africaine et adaptée à son contexte.

Environ 200 personnes composées d'experts internationaux, chefs d'entreprises locales et sous-régionales, gouvernants, partenaires au développement et bailleurs de fonds, société civile etc., ont pris part

à ce forum. Pour le coordinateur de VALORA-TOGO, en termes d'OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement), bien que des progrès significatifs soient à noter dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la promotion de la jeunesse, de nombreux efforts restent à faire en matière de réduction de la pauvreté, de lutte contre la pandémie, d'égalité des sexes, de préservation de l'environnement et de contribution au développement des communautés.

Il apparaît donc indispensable d'associer à ce plan d'actions les entreprises, réel moteur du développement de par leur fonction sociale particulière en Afrique, afin de conduire le Togo dans un développement durable et inclusif qui se traduit par : une diversification économique respectueuse de l'environnement, l'amélioration du bien-être social et la création de valeur partagée.

C'est le défi que relève la RSE, et c'est ce qui donne toute son importance au thème du forum.

Pierre POULI

Deuxième réunion annuelle du Haut Conseil pour la Mer : **Faure Gnassingbé lance un appel aux acteurs de réforme du secteur maritime à redoubler d'efforts**

Suite de la page 3

cence des actes de piraterie maritime, la pêche illégale et les risques environnementaux. Son adoption est prévue en novembre 2015 au terme d'un processus participatif.

L'agenda de la deuxième réunion annuelle du HCM comporte plusieurs thématiques touchant entre autres à la question des frontières maritimes, au schéma directeur des moyens maritimes à acquérir, à l'état des lieux de la lutte contre l'érosion côtière et à la création d'un comité national d'hydrographie, d'océanographie et de cartographie. Autres sujets importants inscrits à l'ordre du jour : le projet de construction d'une tour de surveillance maritime, le développement des activités de substitution aux trafics illicites autour du Lac Togo, etc.

Il faut noter que les actions engagées depuis le lancement, il y a un an du processus de réforme du secteur maritime ont déjà produit un impact positif. De nouveaux textes juridiques conformes aux engagements internationaux du Togo ont ainsi été adoptés et l'acquisition d'équipements modernes a favorisé une meilleure sécurisation de nos côtes.

Le Président de la République a toutefois insisté sur la nécessité d'une démarche concertée avec les pays voisins pour déployer tout le poten-



L'assistance lors de la rencontre

tiel économique et social que représente la mer et pour mieux répondre aux défis environnementaux et sécuritaires. Il a exhorté notre pays à se montrer exemplaire dans le respect de la législation internationale sur la navigation maritime et a demandé à cet effet qu'un rapport circonstancié sur les navires battant pavillon togolais à l'étranger soit établi pour permettre au gouvernement de faire un suivi approprié.

Contexte

Le Haut conseil pour la mer (HCM) est l'organe de décision de l'Organisme national chargé de l'action de l'Etat en Mer (ONAEM), créé le 30 avril 2014 pour conduire le processus de réforme du secteur maritime au Togo. Cette réforme a

été initiée pour faire de la mer un véritable atout pour le développement, en prenant les mesures appropriées en vue d'endiguer la recrudescence des actes de piraterie et prévenir les risques environnementaux planant sur l'espace marin. Le Haut conseil pour la mer est présidé par le Chef de l'Etat et est chargé de définir les orientations stratégiques de la politique maritime du Togo.

La réforme de l'action de l'Etat en mer est sous-tendue par une démarche économique qui privilégie la mutualisation des moyens dont ceux de la marine nationale. Elle prend également en compte les exigences sécuritaires de l'heure et mise sur la coopération régionale pour atteindre pleinement ses objectifs.

Avis de recherche

Monsieur Binafame Kohan déclare la disparition de Mlle SEKIM Alia, âgée de 19 ans, sourde-muette de nature. L'intéressée a quitté sa famille depuis le 03 août 2015 pour une destination inconnue.

Prière à toute personne qui l'aurait trouvée et gardée de l'amener au Fufu bar "Tanty C", à côté des rails de Gbossimé en face du marché des ignames ou d'appeler les numéros suivants:

90924515;
90265849;
92642631;
97331817;
22529815"

Voir la photo de la disparue



Coup d'Etat militaire au Burkina-Faso:

L'Union africaine sanctionne les putschistes

L'Afrique est loin ; très loin de pouvoir se défaire de ses vieilles et sales habitudes. Tout est clair aujourd'hui qu'on ne peut plus parler de démocratie à proprement dit. Le pays dit des hommes intègres vient de démontrer une fois encore cette incapacité de devenir un pays démocratique. L'on y use encore le coup de force militaire pour prendre le pouvoir.

Après le coup d'Etat de jeudi 17 septembre, les hommes du Régiment de la sécurité présidentielle (RSP) sont toujours en place à Ouagadougou. Malgré cette surveillance, des manifestants continuent de se

noncer au moment de l'arrivée de la délégation de la CEDEAO?

En effet, les responsables de la transition contredisent les annonces du CND. Cherif Sy, président du Parlement de transition, conteste cette libération : " C'est absolument faux. En réalité, le président, son excellence Michel Kafando a été déplacé du palais de Kosyam où il était séquestré et mis en résidence dans son domicile officiel. Il n'est pas libre de ses mouvements ni de s'exprimer. "

Des rassemblements dans plusieurs quartiers

Les tentatives de rassemble-

ment burkinabè a, semble-t-il, pu recevoir quelques personnes vendredi 18 septembre 2015.

" Michel Kafando a été libéré et il se trouve dans sa résidence officielle. " C'est par ces mots que le général Gilbert Diendéré, chef des putschistes, a annoncé la libération de celui qui était encore, il y a quelques jours, le président de la transition du Burkina Faso. La résidence officielle, c'est la résidence réservée au chef de l'Etat, située à quelques pas du palais présidentiel et hautement protégée par les éléments du Régiment de sécurité présidentielle. Seuls quelques privilégiés ont pu voir Michel Kafando depuis l'annonce de sa libération par le général Diendéré.

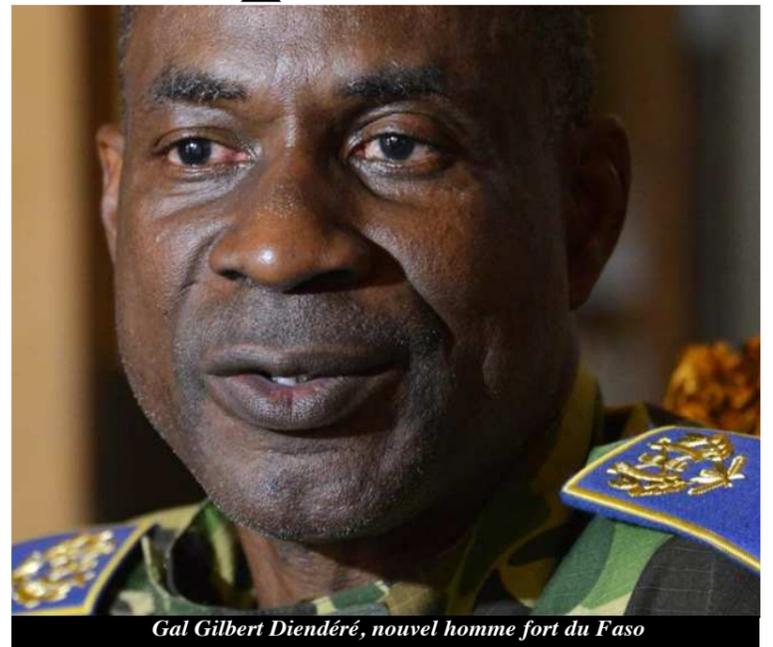
Sanctions de l'Union africaine contre les putschistes

L'Union africaine a annoncé vendredi 18 septembre la suspension du Burkina Faso de ses instances après le coup d'Etat opéré mercredi par les hommes du général Gilbert Diendéré. L'institution a également prononcé des sanctions à l'encontre des instigateurs du coup d'Etat militaire qui a donné un coup d'arrêt aux élections présidentielles et législatives prévues le 11 octobre.

L'Union africaine n'a pas perdu de temps. Dès jeudi, le communiqué de la Commission avait condamné en des termes très virulents les événements au Burkina Faso. Le vendredi, c'est le Conseil de paix et de sécurité (CPS) qui a suspendu le pays.

Il s'agit d'une mesure automatique, puisque l'action du Régiment de sécurité présidentielle a été qualifiée de " coup d'Etat ", et aucune négociation n'était possible.

C'est ce qu'explique Mull Sebuja Katende, ambassadeur ougandais et président en exercice du CPS. " Nos principes sont clairs : nous voulons un retour au statu quo ante, et nous pensons que c'est ce que la CEDEAO est en train de demander", explique le président du CSP. Une fermeté affichée par l'Union africaine alors qu'au même moment, le prési-



Gal Gilbert Diendéré, nouvel homme fort du Faso

dent sénégalais Macky Sall, président en exercice de la CEDEAO, et le président béninois, Boni Yayi, menaient à Ouagadougou vendredi une médiation au nom de la CEDEAO.

Sanctions contre les putschistes et exigence de poursuite des " terroristes "

L'Union africaine a par ailleurs immédiatement sanctionnés " tous les membres du soi-disant Conseil national pour la démocratie ", avec une interdiction de voyager et un gel de leurs avoirs à l'étranger. Les responsables directs de l'enlèvement du président et du Premier ministre ont par ailleurs été qualifiés de " terroristes " qui devront être jugés par les institutions compétentes. Le Conseil demande à la Commission de compiler une liste des membres de la " junte ".

Mull Sebuja Katende a qualifié " d'acte terroriste qui doit être traité comme tel " la séquestration du président de transition Michel Kafando et

d'autres membres du gouvernement par les militaires du Régiment de sécurité présidentielle (RSP) à l'origine du coup d'Etat. " Toutes les mesures prises par ceux qui ont pris le pouvoir par la force au Burkina Faso sont nulles et non avenues. L'UA ne reconnaît aucun processus en dehors de la transition ", a ajouté le diplomate au nom du Conseil de paix et de sécurité.

Cependant, si l'UA reste ferme sur ses décisions, d'autres instances internationales ne semblent pas voir la chose de la même façon. Il y a lieu donc de suspecter certaines grandes nations dans cette crise. Des nations qui ont mal avalé le départ de l'ancien médiateur qui voulait se maintenir au pouvoir. C'est donc malheureux pour l'Afrique, ceux là même qui encouragent l'enracinement de la démocratie de ce continent passent par des " mains noires " pour ramener les Etats au statu quo en ne mesurant leur intérêt à eux.

Pierre



Michel Kafando, président intérimaire du Burkina Faso

rassembler pour exprimer leur mécontentement face aux putschistes. Malgré l'arrivée sur le sol burkinabais du président sénégalais Macky Sall, également président de la CEDEAO, en vue d'obtenir la libération totale du président Michel Kafando, celle-ci reste jusqu'à lors incertaine.

Le président sénégalais Macky Sall a rencontré le général putschiste, Gilbert Diendéré, à Ouagadougou, le vendredi 18 septembre. Il était accompagné

par le ministre des Affaires étrangères, son conseiller diplomatique et son chef d'état-major particulier. Le président béninois, Boni Yayi, médiateur de la CEDEAO pour le Burkina Faso, s'y était également rendu. L'objectif de cette rencontre, a indiqué ce dernier, est de " parvenir à un retour à une vie constitutionnelle normale ", à la " libération du président et des ministres ".

Mais les putschistes ont-ils cherché à créer un effet d'an-

ment ont repris depuis vendredi 18 septembre au matin. Dans plusieurs quartiers de la ville, des jeunes ont barricadé la rue et brûlé des pneus, mais les soldats du régiment de sécurité présidentielle multiplient les patrouilles pour disperser les manifestants (selon RFI).

La place de la Nation est aux mains des soldats du RSP. La police et la gendarmerie nationale sont présentes à l'aéroport international de Ouagadougou pour empêcher d'éventuelles manifestations.

Des doutes sur la liberté de mouvement du président

Selon Chérif Sy, président du Conseil national de transition, Michel Kafando serait en résidence surveillée à son domicile.

Michel Kafando est libre de ses mouvements, a assuré le chef des putschistes au Burkina Faso. Ambiance particulière autour du palais présidentiel, où le président de la transition

LES NUMEROS VERT DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER **N° VERT 8280** Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE **N° VERT 8201** Renseignements

OTR ORGANISATION TRANSNATIONALE POUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

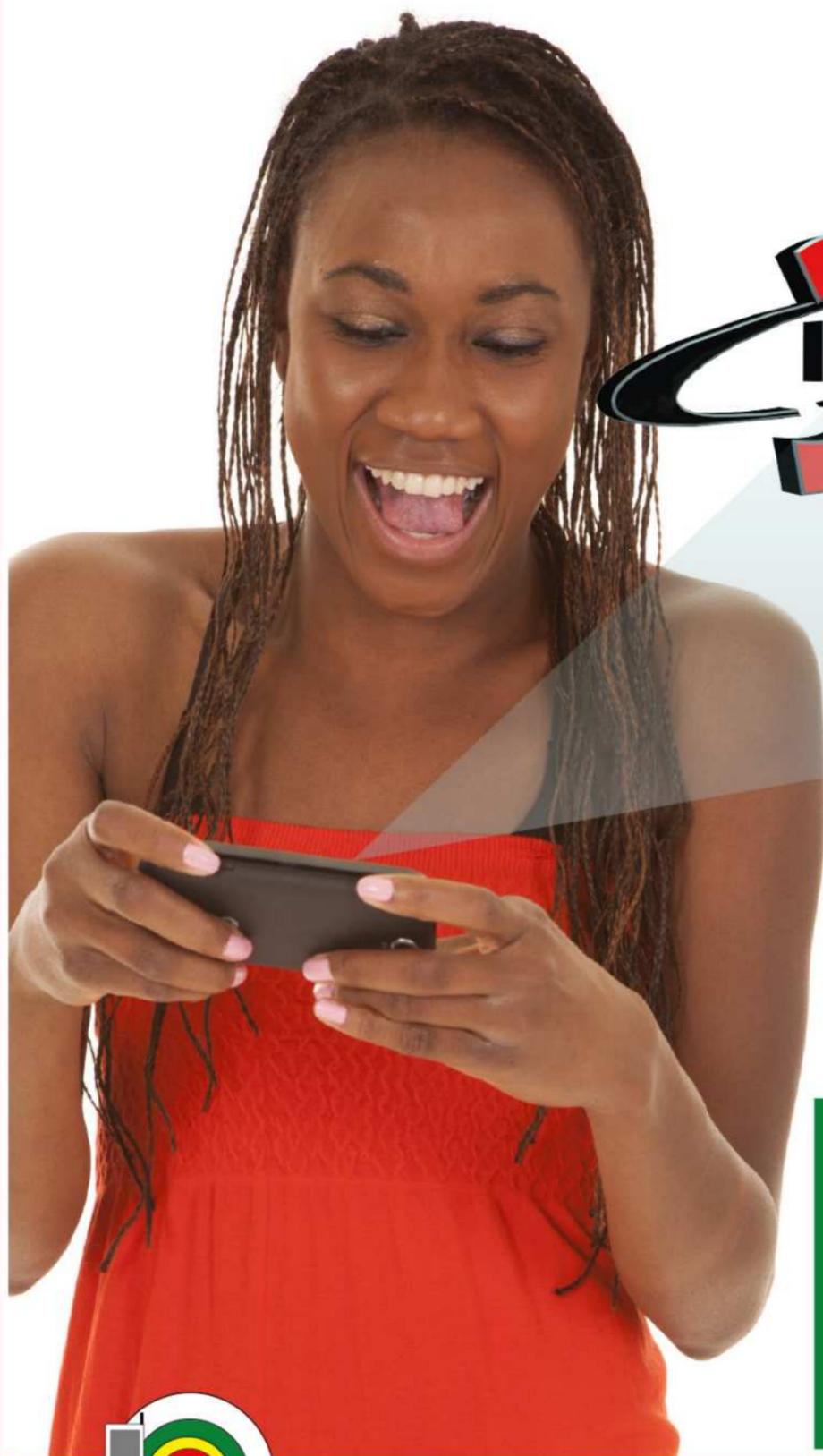
FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

TOGO CELLULAIRE

Configurez vos téléphones
depuis chez vous

Envoyez **CONFIG**
par SMS au N° court

1500



Message CP

Application
TogocelWeb [Navigation]
URL
<http://www.togocel.tg>
APN
internetd.togocel
Proxy
Vide
Port
Vide
Favori
<http://www.togocel.tg>
date de réception
05/09/2014

Annuler

Installer

Comment ça marche ?

Avant l'arrivée du message de configuration,
vous recevez d'abord un message vous
informant que votre téléphone va être configuré.

Ensuite, vous recevez sur votre mobile
les configurations nécessaires.



LE LEADER

